

Jean LASSALLE
Député des Pyrénées-Atlantiques

Maire de Lourdios-Ichère
Conseiller Général du canton d'Accous
Président de l'Institution Patrimoniale du Haut Béarn
Président de l'Association Départementale des Élus de Montagne
Président de l'Association des Populations des Montagnes du Monde

Monsieur Christophe de Margerie
Président Directeur Général de Total
S.A.
2, place Jean Millier La Défense 6
92 400 Courbevoie

Paris, le 16 janvier 2013.



Monsieur le Président- Directeur Général,

Par deux courriers en date des 13 et 19 décembre derniers, je vous avais alerté sur la difficile reconversion du bassin de Lacq. Je m'étais permis de solliciter de votre part un engagement clair et de long terme pour assurer un avenir serein à ce bassin industriel qui a tant fait pour la prospérité du Béarn et de notre pays.

A ce jour, je vous ai fait un point général sur la situation telle qu'elle se présente sur le terrain. J'ai évoqué les conditions d'arrivée des quelques entreprises qui nous ont rejoint au cours de ces dernières années et plus particulièrement au cours de ces derniers mois.

Je souhaite aujourd'hui prolonger ma réflexion sur d'autres faits susceptibles d'attirer votre attention et de vous convaincre de prendre enfin les choses en main. Vous n'ignorez pas l'inquiétude que suscite votre abandon de l'unité Transport Infrastructures Gaz France (TIGF). La cérémonie de vœux qui vient de se dérouler à Artiguelouve, s'est tenue en l'absence de tout élu, ce qui ne s'était jamais produit auparavant.

Fort heureusement, vous risquez sur ce sujet-là de rebondir positivement en retenant l'offre du consortium proposée par la Caisse des dépôts et consignations et EDF, accompagnés d'une pléiade d'investisseurs et de fonds internationaux, y compris un fonds de Singapour. La puissance et le sérieux de la Caisse des dépôts et d'EDF devraient vous permettre dans ce domaine-là au moins une sortie qui, à défaut d'être digne, aurait le mérite de sauvegarder les apparences. Mais encore une fois, votre désengagement oblige la sphère publique et parapublique de notre pays à pallier votre défaillance.

Dans le même temps, une absence de cap et de perspective fixés par vous, entraîne une disparition aussi rapide que grave des valeurs et des repères fondamentaux qui ont guidé le formidable acquis social auquel nous étions parvenus tous ensemble. A titre d'exemple, il est à noter la présence sur le site de la SOBEGIE de près de 250 ouvriers issus de divers pays d'Europe, pour la plupart de Roumanie et de Croatie. Ils seraient, entre autres, chargés de la construction des bâtiments et équipements nécessaires au groupe nippon Toray. C'est dans ces locaux que le groupe japonais devrait procéder par la suite à la production massive

d'hydrogène sulfurique de synthèse (H2S), qui alimenterait notamment la société Arkema. Ces ouvriers sont salariés de la société italienne SIM et travaillent sur la plateforme UTG de la SOBEGIE. Leurs dirigeants sont logés dans un hôtel du centre de Pau. Ces « travailleurs des temps modernes » arrivent très tôt le matin et repartent tard le soir par cars entiers ; quelques *Algeco* bien sommaires sont mis à leur disposition sur une friche attenante pour leur permettre de se changer. Ils sont tous payés à moins de huit euros de l'heure et le salaire de la plupart d'entre eux ne dépasse guère les sept euros. Ils sont logés quelque part, dans un lieu pour l'heure tenu secret, dans la grande banlieue paloise. Leur nombre devrait augmenter de manière significative dans les jours qui viennent.

Dans un département qui compte 32 000 chômeurs, cette importante intervention de main d'œuvre extérieure, manifestement sous-payée et travaillant dans des conditions qui évoquent Zola, suscite quelques interrogations.

Imaginez un seul instant que le Président de la Commission européenne ait connaissance d'une telle situation. L'image de Toray, celle de Total pourraient, au pays des Droits de l'homme, en sortir à juste titre écornées. S'il venait à en être informé, mon collègue le Député-maire de Mourenx le vivrait certainement mal. Convenons toutefois ensemble qu'il y a fort heureusement peu de chances que le Président de la Commission européenne s'attarde sur la correspondance d'un parlementaire français.

Monsieur le Président, votre groupe a annoncé pour 2011 - je ne dispose pas encore de vos résultats de 2012 - des bénéfices astronomiques. Ils dépasseraient les dix milliards d'euros. Il ne m'appartient pas de juger votre société ni de m'arc-bouter sur une posture idéologique. Il n'est pas révoltant que, comme le dit l'économiste Thomas Porcher, une entreprise fasse des profits. Le problème est que dans votre cas ils sont réalisés au détriment de l'emploi et des comptes publics. Pour contenter vos actionnaires, vous vous concentrez sur vos activités de production à l'étranger et délaissez le raffinage dont la rentabilité à court terme est moindre. Le résultat est que ce secteur riche en emplois potentiels se meurt à petit feu.

Dans le même temps, chacun sait que votre entreprise ne paie aucun impôt sur les bénéfices en France, où elle déclare des pertes. La pression fiscale qui s'exerce sur vous dans notre pays, charges sociales comprises, est de 8% de vos profits contre 26% en moyenne dans une PME. Rendez-vous compte si Total s'acquittait du même pourcentage auprès du Trésor public... Je n'évoquerai même pas ici le fait que votre entreprise mette plus de temps à répercuter à la pompe les baisses du coût du pétrole que les hausses. Ces quelques centimes gagnés par litre d'essence pendant quelques jours permettent d'engranger des millions d'euros chaque année, votre société représentant 50% des raffineries en France et 40% des stations-service...

Dans une période marquée par une crise dont la gravité et la profondeur inquiètent, vous pourriez, grâce aux énormes moyens que vous concentrez, devenir un des acteurs privilégiés du sauvetage de l'économie française. Vous devriez au moins honorer dans de bonnes conditions la reconversion du site de Lacq auquel vous devez tant. Il vous a permis d'accéder au rayonnement dont vous jouissez actuellement dans le monde, notamment par

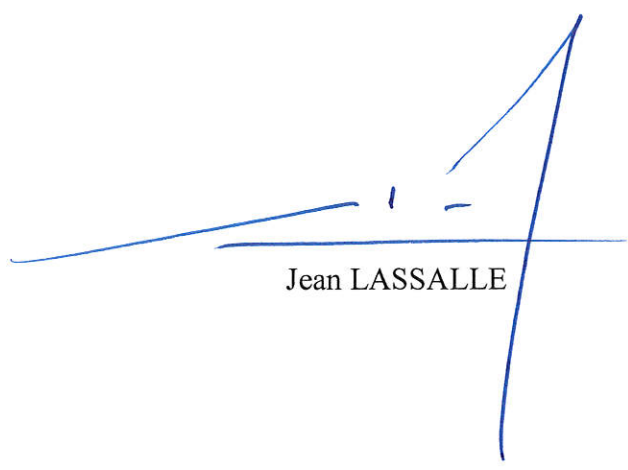
d'immenses concessions pétrolières acquises par vos avisés prédécesseurs, la SNPA et ELF. Par respect pour nos terres, pour le peuple béarnais qui vous a accueilli à bras ouverts, pour tous ces ingénieurs et ouvriers qui ont consenti tant d'efforts, vous n'avez pas le droit de partir sans garantir une reconversion durable de ce site. Certes, la fin des productions de pétrole et de gaz n'est pas de votre fait, elle était tout naturellement programmée de longue date et son échéance connue de tous. Votre devoir était d'organiser la suite et vous ne l'avez pas fait. Il est plus que temps de vous y mettre. La venue des quelques entreprises au cours de ces dernières années ne peut pas être entièrement financée par les crédits publics du Conseil Régional et du Conseil Général. Ils n'y arrivent plus.

Le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques a par exemple été contraint de revoir en partie sa politique d'intervention publique, pour maintenir son effort sur le site de Lacq. Votre désengagement exige de nous des efforts démesurés que nous ne pourrons plus continuer à assumer bien longtemps. L'absence de lisibilité sur l'avenir vous conduit enfin à encourager la pire des politiques. Elle consiste à aller débaucher dans les environs toute entreprise susceptible de venir « cacher la misère » du site que vous abandonnez et tant pis si elles étaient vitales pour les territoires auxquels on les arrache.

Je termine par la demande d'un premier signe positif fort que vous pourriez adresser à mon collègue le Député-maire de Mourenx. Trouvez lui sans tarder un repreneur pour le bâtiment PHYTOCOS dont la société a fait faillite voici quelques mois laissant le soin à des tiers de procéder à la longue, difficile et coûteuse procédure de dépollution. Monsieur le Député-maire de Mourenx, sa grande société de communication parisienne de dimension nationale et moi-même, vous ferons immédiatement connaître avec éclat combien nous avons reçu le message.

Monsieur le Président-Directeur Général, nous sommes tous les deux des patriotes viscéralement attachés à l'avenir de notre grand pays, aujourd'hui en souffrance. Agissons. Je sais pouvoir compter sur vous comme vous savez pouvoir compter sur moi.

Je vous assure Monsieur le Président-Directeur général, de mes sentiments les meilleurs.



Jean LASSALLE

Copie à :

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de la Commission européenne

Mesdames et Messieurs les Députés de l'Assemblée nationale

Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Monsieur le Député-maire de Mourenx

Monsieur le Président du Conseil régional

Monsieur le Président du Conseil général

Mesdames et Messieurs les Maires du département des Pyrénées-Atlantiques